Une historienne au cœur de l'Afrique

Ouanassa Siari Tengour

« *Mama Africa* », hommage à Catherine Coquery-Vidrovitch
de Chantal Chanson-Jabeur et Odile Goerg
Paris, L'Harmattan, 2006, 477 pages.

Comme son titre le souligne, les contributions de ce bel ouvrage sont offertes à Catherine Coquery-Vidrovitch, spécialiste de l'histoire contemporaine de l'Afrique. Catherine Coquery-Vidrovitch s'inscrit dans la lignée des grands maîtres de l'histoire de l'Afrique : Henri Brunschwig, Charles André Julien, Charles Robert Ageron, Jean Suret Canale, Joseph Ki Zerbo. Chantal Chanson Jabeur a conçu un abécédaire qui retrace l'itinéraire de Catherine Coquery-Vidrovitch, depuis la création et l'animation du groupe de recherches « Connaissance du Tiers-Monde », ancêtre de l'actuel laboratoire SEDET (Sociétés en développement dans l'espace et dans le temps), rattaché au CNRS. Mais ce n'est pas la seule tâche à laquelle Catherine Coquery-Vidrovitch a voué son temps : outre les enseignements d'histoire, elle a fait soutenir plus d'une centaine de thèses où *la colonisation/décolonisation* de l'Afrique demeure le thème central, recoupé sans cesse par l'exploration de nouveaux objets tels le champ de *l'histoire économique et politique, les villes et le processus d'urbanisation, la transmission des savoirs, les femmes…*

Nouveaux objets et nouveaux territoires

Après avoir soutenu une thèse très remarquée sur *Le Congo au temps des grandes compagnies concessionnaires (1898-1930)*[1], Catherine Coquery-Vidrovitch entame une longue carrière dans l'enseignement et la recherche. Pour les générations des années 1970, ce sont les enseignements inscrits dans le cadre de la préparation au DEA « Connaissance des Tiers-Mondes » qui vont s'avérer un lieu d'échanges incomparables pour le renouvellement de la réflexion sur l'histoire de la colonisation, non plus limitée à un seul pays, mais ouverte à d'autres territoires relevant de l'empire colonial français.

La fécondité de ces rencontres a contribué à inscrire l'histoire de l'Afrique noire dans une perspective de comparaison du fait colonial et à s'interroger sur les interactions entre les contraintes du passé et le devenir de ses populations. L'adoption d'une telle posture fera que les préoccupations des recherches engagées par Catherine Coquery Vidrovitch s'inscriront en permanence dans une dynamique qui, en approfondissant des axes classiques de l'histoire coloniale en Afrique, n'ont cessé d'être attentives à l'actualité des questions de développement. D'où l'intérêt pour des approches pluridisciplinaires intégrées non pour le plaisir du complément introduit pour renforcer telle démonstration, mais partant d'une conviction fondée sur la nécessité de procéder d'urgence au désenclavement de l'histoire comme discipline dans le champ des sciences sociales. Autrement dit, la grille de lecture énoncée sur le mode de la perspective structurale[2] s'en trouve ébranlée au profit d'une ouverture sur les questions contemporaines. Cette mutation sensible dans le champ de l'historiographie générale de l'Afrique a contribué à multiplier les études sur la question des frontières, les processus d'urbanisation en Afrique, les entreprises et les entrepreneurs, la mobilité des populations, les jeunes, les femmes.

Comme on peut le constater, ces nouveaux chantiers multiplient les analyses où sont saisies les transformations sociales de l'espace urbain et la complexité des rapports de domination et de pouvoir que l'on peut discerner grâce à l'émergence d'identités sociales plus ou moins importantes (cas des élites) ou marginalisées (femmes, jeunes). Peu à peu, les questions se sont affinées et approfondies au point d'orienter la recherche vers la prise en compte de nouveaux acteurs (les minorités d'hier) de plus en plus impliqués dans la vie publique et politique. En filigrane, on ne peut ignorer la place que l'histoire du politique et l'ensemble de toutes ses déclinaisons dont les plus visibles se reflètent dans des conflits meurtriers, à l'échelle de nombreux Etats africains. Il appartient aux historiens du continent africain de réfléchir, de s'impliquer dans tous ces territoires ouverts désormais à la recherche, sans faire la moindre concession aux impératifs méthodologiques, aux présupposés épistémologiques, en investissant tous les matériaux possibles (la question de la diversité des sources est fondamentale : sources écrites, sources orales, matérielles et immatérielles), en poursuivant les questionnements critiques, garants de l'élaboration d'une histoire savante.

Pour Catherine Coquery Vidrovitch, cet objectif a été amplement atteint si l'on en juge par le panel de compétences érudites (dont beaucoup ont été ses étudiants) qui sont à l'origine des 24 contributions réparties autour de cinq axes principaux qui illustrent la pertinence et la fécondité des pistes de recherche qu'elle a su initier :

- Les savoirs, pouvoirs et écriture de l'histoire africaine
- Villes et urbanisation en Afrique
- Intermédiaires, élites et situation coloniale
- Femmes et genre
- L'histoire de l'Afrique entre passé et présent.

On peut lire dans chacun de ces axes, une série d'articles tous aussi intéressants les uns que les autres. Nous n'avons retenu que quelques uns seulement, non sans arbitraire, mais ils donnent le ton au reste de l'ouvrage.

Le texte de Sophie Duluq s'attache à *la quête documentaire en situation coloniale* au début du XX^{ème} siècle. On suit la constitution du fonds des archives de l'Afrique (AOF et AEF) versées dès 1919 au Ministère des Colonies. Cette première organisation des archives coloniales sera suivie du même souci, cette fois, à l'échelle de diverses colonies et protectorats. Ainsi, dès 1906, les Archives de la colonie voient le jour en Algérie. William Ponty diligente plusieurs missions dans le but de conserver les sources au niveau de toute l'AOF. Lentement, des efforts sont consentis pour classer une documentation indispensable aux recherches historiques. Mais cette catégorie de sources coloniales n'est pas la seule à retenir l'attention des historiens. Manifestement, quelques uns, tels Georges Hardy attire l'attention sur « *les sources internes de l'histoire indigène* » qu'il faut aussi sauvegarder… les Orientalistes s'intéressent aux nombreux manuscrits arabes du 17ème et 18ème siècle… Les traditions orales se révèlent un autre gisement pour la connaissance du passé qu'il faut collecter… Sans vouloir nier « *la dimension instrumentale* » de ces opérations de sauvegarde de ces fonds ordonnées par l'Etat, Sophie Duluq rappelle à juste titre que *« c'est la nature des questions posées aux sources […] qui est déterminante dans l'écriture de l'histoire* ».

C'est précisément l'exercice critique auquel se prête l'historien Ibrahima Thioub dans sa contribution intitulée : *Savoirs interdits en contexte colonial : la politique culturelle de la France en Afrique de l'Ouest.* La réflexion quitte les rivages de la dénonciation de l'exploitation économique des ressources pour s'attacher à l'analyse d'un autre système de domination, celui du savoir. Il s'agit alors de mettre à nu le projet culturel développé en situation coloniale. Ce sont donc les processus de production des savoirs sur les sociétés africaines et parallèlement les modalités de contrôle et de répression qui ont visé *la circulation des savoirs élaborés hors des sphères du pouvoir*. Ce sont d'abord les formes culturelles empruntées au Monde arabo-islamique qui ont fait l'objet d'une étroite surveillance. Peu à peu, la double émergence d'une élite africaine, très sensible aux libertés politiques et démocratiques et d'un mouvement nationaliste plus radical dans ses revendications, met au défi l'administration coloniale de changer d'attitude. En guise de réponse, celle-ci adopta une attitude plutôt frileuse et s'ingénia à étendre le spectre de la censure sur les nouvelles expressions nationalistes, telles le cinéma, la radio, le théâtre… *réduisant le champ de tolérance de la contestation.* En fait, à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, l'heure de la décolonisation a sonné pour les Africains, adoptant des modes de mobilisation de plus en plus radicaux, remettant en question la domination coloniale. Ce que montre Ibrahima Thioub est que le renouvellement de l'histoire coloniale est possible pour peu que l'on abandonne les impératifs idéologiques au profit de vraies questions.

La contribution d'Odile Goerg , intitulée « *Les femmes, citadines de deuxième plan* » se situe dans la perspective d'une histoire du genre d'où les femmes ne sont plus exclues. Elle a ce double intérêt de « *coupler femmes et villes dans une même approche* » fort originale dans la mesure où elle attire l'attention sur la manière de lire les phénomènes migratoires et leurs conclusions construites à partir du paradigme du *sex ratio* – ou taux de masculinité – mettant à l'avant la subordination des mouvements migratoires féminins. Il n'est pas question de revenir sur les raisons de ce manque d'intérêt pour les femmes dans l'historiographie générale (en Afrique comme ailleurs dans le monde), mais de souligner les modalités de cette exclusion par la démographie et de la fabrication de quelques catégories de subalternes (délinquance et prostitution).

Cette invisibilité des femmes du peuple dans le processus d'urbanisation des villes africaines pendant la période coloniale, à partir du XIX^{ème} siècle, est donc remise en question par les nouvelles recherches qui mettent en garde contre les généralisations hâtives, effectuées à partir des premières études consacrées aux centres miniers qui ont fait appel à une main d'œuvre masculine en Afrique australe et au Congo belge. Il ne s'agit pas seulement d'un décompte statistique des femmes dans les villes, mais de montrer la diversité des situations qui ne sont pas toutes les mêmes et d'insister par conséquent, autant sur les stratégies déployées par les sociétés d'exploitation minière et la politique coloniale de contrôle des flux migratoires que sur les réponses apportées par les sociétés concernées. Celles-ci se sont caractérisées à maintes reprises par des résistances à la migration des femmes, ce qui fait dire à Odile Goerg que « *la collusion entre les intérêts de genre des colonisateurs et des colonisés* » a joué dans la division sexuelle du travail et a encouragé le maintien des femmes à la campagne, comme main d'œuvre indispensable à l'agriculture. Cependant, ces contraintes ont été bousculées par les changements de la conjoncture née au lendemain de la seconde guerre mondiale et le mouvement migratoire conjugué au féminin enregistre une réelle mutation qui oblige à reconsidérer l'analyse de l'histoire urbaine, dégagée des représentations ancrées dans un conservatisme politique et social et faisant place à la dynamique induite par les processus du « faire ensemble » la ville.

Dans un autre registre, Pierre Boiley aborde la question des frontières africaines héritées de la colonisation. Bien sûr que leur tracé doit beaucoup à la raison diplomatique et aux intérêts impérialistes. Bien sûr que ces frontières ont bouleversé non seulement la vie quotidienne des populations africaines mais ont engendré des conflits à l'heure de l'indépendance des États-nations. La décision adoptée par l'Organisation de l'Unité Africaine – qui consiste à respecter les tracés issus de la colonisation – n'a pas toujours été suivie d'effet. A travers le cas du Mali, Pierre Boiley, sans renier l'arbitraire qui a présidé à l'établissement de ses frontières, remaniées plus d'une fois, au gré de la conjoncture politique impériale, invite les historiens à dépasser ce constat, à initier des recherches sur « *les politiques locales et les facteurs endogènes qui ont influé sur les tracés* ». En d'autres termes, ces frontières n'ont pas toujours été faites au hasard, mais sont le résultat de tractations entre autorités coloniales et les intérêts des groupes en présence. Et de citer l'étude de Camille Lefèbvre qui montre que la frontière entre le Mali et l'Algérie a été inscrite « *depuis au moins le XV^{ème} siècle, dans une zone de marge reconnue entre deux pouvoirs politiques, celui de l'amenokal touareg de l'Ahaggar et celui du sultan d'Agadès* ».

A l'aune d'une telle étude, les revendications des Touaregs telles qu'elles ont émergé en 1990, exigent une autre appréciation. Il s'agit moins d'une volonté sécessionniste que d'une prise en compte par les Etats nationaux des problèmes qui se posent à ces populations. D'où une conclusion rapide qui remet en cause les lectures traditionnelles : c'est précisément l'intériorisation du cadre étatique avec ses frontières qui semble constituer « *un blocage aux regroupements régionaux* » et qui mérite l'ouverture d'une réflexion sur les transformations de l'Etat post colonial, si l'on veut en finir avec les lieux communs et les conclusions hâtives sinon stériles, pour la discipline et le futur des populations concernées.

Ce regard neuf est heureusement partagé par le reste des contributions de ce beau volume qui se laisse lire et invite les chercheurs spécialisés dans l'histoire contemporaine de l'Afrique à ouvrir d'autres fronts et à poursuivre l'œuvre de Catherine Coquery-Vidrovitch.

Notes

1. Publiée à Paris-La Haye, éd. Mouton, 1972.
2. La référence renvoie à l'hégémonie de *l'Ecole des Annales* et ses fondateurs parmi lesquels Marc Bloch, Georges Lefebvre, Fernand Braudel.